



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-8472>

Département(s) de publication : **92, 91, 19**

Annonce n° **25-8472**

Travaux

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : PARIS LA DEFENSE

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 83371879400013

Ville : Paris la defense

Code postal : 92931

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 92, 91, 19

Section 2 - Communication

Lien direct aux documents de la consultation : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_79219D7b9c

Identifiant interne de la consultation : 202400049

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : Pôle Commande Publique

Adresse mail du contact : Marchespublics@parisladefense.com

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** 1) Une lettre de candidature (DC1 ou équivalent) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement. La lettre de candidature est signée par le représentant du candidat, et en cas de groupement, soit par chacun des membres du groupement, soit par le seul mandataire du groupement si celui-ci produit les habilitations signées de chacun des autres cotraitants. L'imprimé DC1 est disponible gratuitement sur le lien internet suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. 2) Une Déclaration du candidat : imprimé DC2 ou équivalent sur papier libre dûment rempli et signé ; 3) Une déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L 2141-1 à L 2141-

5 du Code de la commande publique afin de justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas prévus au 1°) de l'article R.2143-3 du code de la commande publique et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à 11 du Code du Travail. Pour justifier par ailleurs qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés à l'article L.2141-3 du code de la commande publique, le candidat a la possibilité de remettre un extrait K-Bis ou tout document équivalent ; 4) Si le candidat est en redressement judiciaire, il devra produire la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du présent marché réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles ; - Déclaration appropriée de banque ou la preuve d'une assurance des risques professionnels (assurance responsabilité civile en cours de validité) ;
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : - Liste des principales références en rapport avec l'objet du marché fournies au cours des cinq dernières années indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution. La réalisation des travaux est prouvée par des attestations du destinataire ou, à défaut par une déclaration de l'opérateur économique ; - Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ; - L'ensemble des certifications suivantes, ou équivalentes : Qualibats 6111, ou références équivalentes (missions réalisées, certifications...).

Technique d'achat : Accord-cadre

Date et heure limite de réception des plis : 28/02/2025 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Identification des catégories d'acheteurs intervenant (si accord-cadre) : Direction des Services au Territoire & des Mobilités

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : Prestations de travaux de peinture sur le domaine public ou privé appartenant à Paris la Défense

Code CPV principal - Descripteur principal : 45442100

Type de marché : Travaux

Description succincte du marché : L'objet du présent accord-cadre est la réalisation de travaux de peinture sur le domaine public ou privé géré par Paris La Défense. Le détail des prestations demandées figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ainsi que dans les pièces financières jointes en annexe de l'acte d'engagement (Bordereau des Prix Unitaires (BPU)).

Lieu principal d'exécution du marché : Paris la défense

Durée du marché (en mois) : 48

Valeur estimée (H.T.) : 250000 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Le présent marché est conclu pour une durée de 24 mois à compter de sa date de notification au titulaire. Le marché est reconductible une fois pour la même période par reconduction expresse avec envoi d'un courrier en accusé de réception un mois avant le terme e la période. Le marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire conclu à

prix unitaires tels que renseignés au Bordereau Des Prix Unitaires (B.P.U), sans minimum avec un maximum de 150 000 euros H.T sur la durée contractuelle de 24 mois. L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par le soumissionnaire au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Le soumissionnaire devra alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si, pendant l'étude du dossier par le soumissionnaire, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 23/01/2025